



**Conseil municipal
25 avril 2014
Intervention sur la baisse de la DGF**

La note de synthèse de présentation du budget primitif 2014 nous annonce une baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités. Au plan national, cette baisse atteindra 1,5 milliard d'euros. Au plan local, l'Etat versera 240 000 € de moins à notre commune.

On nous explique dans la note de synthèse que « *la dette publique insoutenable pour l'Etat le contraint à partager l'effort de réduction du déficit avec les collectivités locales* ».

La dette publique ne tombe pas de Saturne. Elle est le produit de la financiarisation de l'économie et de l'obligation qui est faite à l'Etat de se financer en émettant des emprunts sur les marchés financiers. Si l'Etat pouvait emprunter sans intérêt auprès de la Banque de France ou auprès de la Banque Centrale Européenne comme le font chaque jour les banques privées, il n'y aurait pas 1950 milliards d'euros de dette à rembourser parce que l'Etat ne verserait pas chaque année des milliards d'euros d'intérêts à des banques d'affaire et à des fonds de pension qui achètent nos bons du trésor sur les marchés mondiaux.

Je ne m'éloigne pas de mon sujet parce que ces 240 000 € de moins pour la DGF, cet argent en moins dans les caisses de la ville, on le donne bien quelque part.

On le donne aux fonds de pension, on le donne aux grands groupes qui vont bénéficier des 50 milliards d'euros d'« *allègements de charges* » prévus dans le pacte de responsabilité annoncé par le président François Hollande, c'est-à-dire 50 milliards d'euros de cotisations sociales non perçues par l'Etat, sans aucune contrepartie en terme d'emploi. François Hollande s'est inscrit dans le sillage de Nicolas Sarkozy et de la droite ; au lieu de combattre la finance, il s'est couché devant Pierre Gattaz et le MEDEF au nom de ce qu'il pense être une gauche « moderne ».

Les choix économiques du gouvernement n'ont rien de moderne, ils le conduisent à priver les collectivités locales d'argent qui aurait pu servir à rénover des routes et des écoles parce qu'on préfère rémunérer les dividendes des fonds de pension. Il faut que les citoyens d'Hénin-Beaumont le sachent et il faut qu'ils sachent que d'autres choix sont possibles.

David NOËL